«Metro: "Tout le monde doit mettre la main à la poche"»

20/07/2012

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

L'ancien président de la commission des finances du Sénat et chef de file de l'Alliance centriste, Jean Arthuis, conteste la suppression de la TVA sociale.

Que pensez-vous des premières mesures du nouveau gouvernement ?

Jean Arthuis: Elles vont dans le mauvais sens. Hollande veut de la croissance. Or, cela passe d'abord par l'allègement des charges sur les salaires et il vient de supprimer la seule mesure qui allait dans ce sens : la TVA sociale. Non seulement il fallait la garder, mais aussi l'amplifier. En abrogeant la TVA sociale, le gouvernement se prive d'un instrument de compétitivité. C'est pourquoi la semaine prochaine, je déposerai un amendement pour fixer un taux de TVA à 25%.

Il est aussi question d'augmenter les impôts. Entre-t-on dans la rigueur ?

Jean Arthuis: La rigueur est inévitable et pour autant, on en est encore loin. En votant la suppression de la défiscalisation des heures supplémentaires et du bouclier fiscal, le gouvernement demande un effort supplémentaire aux Français. Mais c'est aussi à lui de faire un effort. La maison brûle. Actuellement, 56% du PIB va dans les dépenses publiques. C'est 200 milliards de plus que les Allemands. Pour s'en sortir, il faut augmenter les prélèvements obligatoires mais aussi réduire drastiquement les dépenses publiques de l'Etat.

Le président de la République et le Premier ministre ont d'ores et déjà fait voter une baisse de leur salaire.

Jean Arthuis: C'est une décision de l'exécutif qui n'avait absolument pas à être votée par le Parlement. C'est une opération de communication. D'ailleurs, si le conseil constitutionnel est saisi, il peut retoquer cette décision. Et puis, quand je vois que les députés de gauche ont refusé l'amendement sur la transparence de leurs frais professionnels, on voit bien qu'il y a une dissonance avec leurs discours de moralisation de la vie publique. C'est une mesure nécessaire et exemplaire. Je déposerai donc le même amendement devant le Sénat.

Faut-il aussi augmenter la CSG ?

Jean Arthuis: Augmenter la CSG me paraît inévitable. Mais c'est une ponction directe dans le portefeuille des Français. De plus, son taux est le même pour tout le monde, riche ou smicard. Il faudrait donc, pour plus de justice fiscale, réfléchir à nouveau à une fusion de la CSG et de l'impôt sur le revenu, que chacun paye et contribue en fonction de ses moyens.

Le niveau de prélèvements obligatoires est déjà au plus haut.

Jean Arthuis: Oui, mais il n'est pas tout à fait équitable. On ne peut pas à la fois demander une cotisation à 75% sur les très hauts revenus et pousser au maximum l'ISF. A ce stade-là, on est dans la confiscation. C'est pour cela qu'il faut nouveau barème progressif de l'impôt sur le revenu. Il faut créer une ou deux tranches d'impôts supplémentaires : une à 45% et une à 50%, par exemple. Tout le monde doit mettre la main à la poche.